

4 mars 2008

540 travailleuses envoyées à la rue **Interdire les fermetures d'usines de compagnies rentables**

« L'entreprise américaine Men's Wearhouse a annoncé, lundi, la fermeture de son usine Golden Brand de Montréal en juillet prochain. Plus de 540 travailleurs se retrouveront alors sans emploi. L'entreprise américaine qui possède, entre autres, les 116 boutiques de vêtements Moores au Canada, évoque la valeur élevée du dollar canadien et les importations de vêtements d'Asie et d'ailleurs pour justifier cette fermeture. » (Radio-Canada) Cette fois-ci, les victimes sont surtout des femmes immigrantes ou néo-québécoises.

Voilà un cas typique s'il en est de fermeture d'usine due à la fois à la mondialisation capitaliste encadrée par l'OMC (la concurrence asiatique, la porosité des frontières aux importations), à l'ALÉNA (la totale liberté des capitaux étasuniens d'investir et de se désinvestir du Canada) et à la crise économique maintenant bien installée aux ÉU, ce qui entraîne la dévaluation du dollar étasunien d'où l'exportation de la crise chez les partenaires commerciaux dont le Canada et le Québec. Avec le Canada qui vient lui aussi de pénétrer dans la crise économique avec une décroissance du PIB de presque 1% en décembre. (Quotidien de Statistique Canada, 3 mars 2008) malgré que la demande intérieure semble continuer d'être soutenue — mais c'est une question de temps qu'elle suive la tendance à la baisse des exportations —, ces fermetures vont devenir monnaie courante

La seule réponse programmatique de Québec solidaire face aux fermetures d'usines est de « [f]avoriser les coopératives de travailleurs et travailleuses qui décident de reprendre une entreprise lorsqu'elle ferme... » et d' « [e]xiger le remboursement des prêts et des aides fiscales des entreprises qui "délocalisent" leurs activités. » Le congrès de la fin de semaine dernière portant principalement sur la plate-forme électorale n'a jamais abordé cette question du moins en plénière sauf à confirmer sans discussion la deuxième revendication. Comment un parti de gauche peut-il accepter qu'une compagnie étasunienne rentable — l'usine montréalaise ne l'était peut-être pas, encore faudrait-il que la compagnie ouvre ses livres pour le savoir — ferme impunément son usine tout en continuant à vendre aux consommatrices canadiennes et québécoises ?

Un parti de gauche à gauche exigerait l'ouverture des livres, interdirait la fermeture de lieux de travail et les congédiements massifs par des compagnies rentables sous peine d'expropriations de leurs installations fermées et de lourdes amendes sur leurs autres opérations s'il y en a. L'ALÉNA l'interdit ? D'où la nécessité de répudier cet accord. Les capitaux étrangers fuiraient ? Il y a autant de capitaux canadiens qui partent vers l'étranger que l'inverse sinon plus. Il faut

donc minimalement ré-instaurer un contrôle des changes — il en existait un jusqu'au début des années 50 — si ce n'est exproprier les institutions financières. Un Québec provincial ne peut faire cela ? Vivement l'indépendance.

Marc Bonhomme, 4 mars 2008